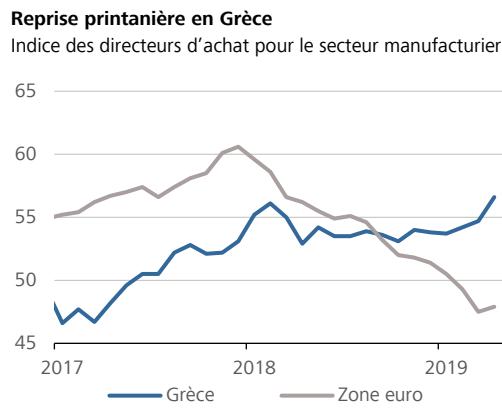


Commentaire sur le marché

Le président américain Trump a froidement douché via Twitter les espoirs actuels d'un règlement pacifique du conflit commercial avec la Chine. La volatilité s'est de nouveau emparée des marchés des actions pour le moment.



GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



L'économie grecque est de nouveau en bonne voie et devrait croître de plus de 2% en 2019. La meilleure situation se reflète aussi dans les enquêtes auprès des entreprises et contraste fortement par rapport au moral dans le reste de la zone euro.



GROS PLAN

Taux en Nouvelle-Zélande: nouveau plancher

Au vu d'un faible marché de l'emploi et d'une inflation (trop) basse, la banque d'émission a de nouveau abaissé les taux cette semaine: avec 1,5%, le taux directeur se situe à un nouveau plancher.

Le marché de l'emploi suisse reste robuste

En avril, le taux de chômage de 2,4% est demeure faible, atteignant le niveau le plus bas à ce jour. Dans certains secteurs, le repli de l'économie ces derniers temps commence à se faire sentir.



LE PROGRAMME

Du succès à la quatrième reprise?

Theresa May soumettra de nouveau le «deal» avec l'Union européenne à un vote au Parlement avant les élections européennes du 23 mai. Le temps presse.

Les USA contre la Chine: qui est-ce qui va se défiler en premier? Deux tweets et 102 mots du président Trump auront suffi dimanche soir dernier pour interrompre le calme apparent sur les marchés financiers cette semaine. Le bilan provisoire de la dernière tempête due aux tweets de Trump en date de jeudi soir se chiffre à -8% pour le marché des actions chinois, à des pertes de cours entre 2% et 3% pour les blue chips en Suisse et outre-Atlantique ainsi qu'à une nette hausse de la volatilité. L'optimisme concernant un règlement prochain du conflit commercial a disparu pour l'instant, et la crainte d'une nouvelle escalade, voire d'une réelle guerre commerciale s'est renforcée.

La hausse des sanctions douanières, comme annoncée dans la menace du président Trump, de 10% à 25% sur les denrées valant 200 milliards de dollars a été mise en œuvre à «minuit et 1 minute» la nuit du jeudi au vendredi. Après que le négociateur en chef du gouvernement chinois, Liu He, soit arrivé à Washington seulement hier pour de nouvelles discussions, le temps permettant un règlement à court terme était tout de même très serré. Malgré tout, les négociations continuent, car même si le délai est passé, il reste encore un peu de temps pour conclure un «deal». En effet, l'administration Trump a confirmé que les nouveaux tarifs douaniers ne seront perçus que sur les biens nouvellement envoyés aux USA. Les Chinois auraient donc encore deux à quatre semaines pour réagir aux exigences américaines.

Des transferts de technologie forcés, de l'espionnage industriel, la protection de la propriété intellectuelle, des subventions pour les entreprises (étatiques) chinoises: voilà les sujets qui font obstacle à une solution du conflit commercial. Les USA ne se contentent pas du fait que la Chine achète simplement un peu plus de matières premières agricoles, mais ils souhaitent arriver à un accord ancré dans la loi sur les points critiques. Toujours est-il que les Chinois s'y opposent avec force et les Américains ont peu à offrir en échange au rival économique. Même l'annulation des sanctions douanières mises en place et que les Chinois exigent, n'est pas l'objet des débats pour eux à l'heure actuelle. Les négociations pourraient donc échouer uniquement en raison du fait que le président chinois Xi Jinping, de peur de perdre la face chez lui, envoie une fin de non-recevoir à la diplomatie, préférant une guerre commerciale.

Donald Trump semble tenir le couteau par le manche pour l'instant. Mais à ce jour, son comportement ne constitue rien d'autre qu'une tactique, comme il l'a si bien décrite dans son best-seller «The Art Of The Deal». Cependant, à moyen terme, il sera également soumis à des contraintes: notamment pour les prochaines élections de 2020. Jusqu'à présent, le président américain n'a pas beaucoup plu, en tout cas pas à une partie de sa clientèle, en raison de sa politique extérieure agressive. Les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium ont par exemple donné lieu à autant de perdants que de gagnants, alors que ceux sur les matières premières agricoles n'ont pas permis à de nombreux fermiers d'écouler leurs produits. Si Trump continue de tirer sur la corde douanière et augmente encore les tarifs douaniers sur le reste des exportations chinoises d'une valeur d'environ 325 milliards de dollar US, cela finirait par toucher aussi de larges pans de consommateurs. Avec une victoire électorale en vue, il ne serait pas étonnant qu'il préférerait présenter un «deal» à ses électeurs lors de la phase la plus tendue de la bataille électorale. Peut-être qu'au final, la farine de soja sera quand même plus importante à ses yeux que les questions économiques et de politique de sécurité à long terme. En coulisses à la Maison blanche, les discussions devraient se poursuivre ces prochaines semaines à ce sujet.

Oliver Hackel, CFA
Responsable Macro & Investment Strategy

RAIFFEISEN

Editeur

Raiffeisen Suisse CIO Office
Raiffeisenplatz
9001 St-Gall
ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

<https://www.raiffeisen.ch/rch/fr/clients-prives/placer.html>

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen
locale: www.raiffeisen.ch/web/ma+banque

Autres publications

Vous trouvez cette publication ainsi que d'autres publications Raiffeisen sous le lien ci-après:
<https://www.raiffeisen.ch/rch/fr/clients-prives/placer/marches-opinions/publications-research-macro.html>

Mentions légales

Ce document n'est pas une offre.

Les contenus de cette publication sont fournis à titre d'information exclusive-ment. Ils ne constituent donc ni une offre au sens juridique, ni une incitation ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des art. 652a ou 1156 CO. L'intégralité des conditions déterminantes ainsi que le détail des risques inhérents à ce produit figurent dans les documents de vente correspondants juridiquement contraignants (par ex. le prospectus, le contrat de fonds). En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortis-sants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans cette publication est limitée. La présente publication n'a pas pour vocation de fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions en matière d'investissement. Des investissements dans les place-ments décrits ici ne devraient être effectués que suite à un conseil à la clientèle et/ou à un examen minutieux des documents de vente obligatoires. Toute dé-cision prise sur la base des présents documents l'est au seul risque de l'investisseur lui-même. Par ailleurs, nous vous prions de vous référer à la brochure «Risques particuliers dans le négoce de titres». La performance indiquée se base sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer l'évolution pré-sente ou future de la valeur. Les éventuelles commissions et coûts prélevés lors de l'émission et le rachat des parts n'ont pas été pris en considération dans le calcul des données de performance présentées.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actua-lité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité liée aux pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de la présente publication ou des informations qu'elle contient, ou qui seraient en rapport avec sa distribution. Elle n'est surtout pas responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Il appartient au client de s'informer des éventuelles conséquences fiscales. Selon l'Etat de résidence, les conséquences fiscales sont susceptibles de varier. Raiffeisen Suisse et les Banques Raiffeisen déclinent toute responsabilité des consé-quences fiscales éventuelles découlant de tout achat de titres.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

La présente publication a été élaborée par Raiffeisen Suisse et n'est pas le ré-sultat d'une analyse financière. Les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appli-quent donc pas à la présente publication.

RAIFFEISEN